

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 548 du 12.09.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Youssef Girard : Contre la logique du renoncement : développer la culture de la résistance.

Aluf Benn : Donnez-nous une frontière !

1 Les brèves.

1-1 Processus de Paix" israélo-palestinien

1 Obama : La paix ne se fera pas « rapidement »

2 La difficulté des négociations directes

3 Avant la reprise des négociations, le statut de Jérusalem remis en question par Barak.

4 Christophe Schmidt : Israéliens et Palestiniens relancent le dialogue de paix à Washington.

5 Reprise des pourparlers à Washington.

6 Faed Mustapha : En cas d'échec des négociations es Palestiniens pourraient saisir l'ONU pour tracer les frontières.

7 70 milliards \$ le prix de l'accord israélo-palestinien, dont 20 pour « Israël »

1-2 Flottille de liberté

1 La commission des Droits de l'homme achève ses travaux.

2 Davutoglu: l'image d'Israël est ternie dans le monde.

1-3 Nucléaire.

1 Rajab Ihsan Oglo appelle à mettre les centrales nucléaires israéliennes sous contrôle international.

2 Seul Israël dispose d'armes nucléaires.

2 Dossier

2-1 Processus de Paix" israélo-palestinien

1 Alain Gresh : "Processus de Paix" israélo-palestinien: « Farce » à Washington, ou « Faisons comme si le train avançait ».

2 Robert Bibeau : Les pourparlers de « paix » Netanyahu-Abbas ont déjà échoué.

3 K. Selim : Barghouti l'exprime clairement : les négociations de paix avec Israël sont vouées à l'échec.

4 Michael Blum : « Pourquoi il faut négocier avec le Hamas ».

3 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

3-1 [Israël usurpe les dépouilles des Palestiniens.](#)

3-2 [Le Monde Diplomatique dévoile la plus grande base israélienne d'espionnage.](#)

3-3 [Liberté pour Salah Hamouri.](#)

3-4 [Vacances militaristes en Israël, financées par la CAF.](#)

3-5 [Pacbi : Pour un boycott d'Israël moralement cohérent.](#)

4 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion.

4-1 [Robert Fisk : Israël s'est glissé dans l'Union Européenne sans que personne ne s'en aperçoive...](#)

Tiré a part

Youssef Girard : [Contre la logique du renoncement : développer la culture de la résistance.](#)

« Un jour de justice pour l'opresseur est bien plus terrible qu'un jour d'injustice pour l'opprimé ». Imam Ali En France, nombreux sont ceux qui dressent le constat d'une solidarité avec le peuple palestinien s'exprimant en « dents de scie » : fort élan de solidarité lorsqu'un fait tragique se trouve à la Une de l'actualité puis essoufflement rapide de cet élan de solidarité lorsque le drame palestinien n'est plus en Une des journaux.

Le temps passant, nous vivons au rythme de ces intenses élans de solidarité portés par la ferveur populaire puis de ces moments de retombée où les expressions de solidarité avec le peuple palestinien sont avant tout portées par l'action de militants plus ou moins organisés. Ainsi, en l'espace de quelques mois, voire de quelques semaines, une manifestation en soutien à la Palestine peut drainer plusieurs dizaines de milliers de manifestants puis seulement quelques centaines.

Certains voient dans cette mobilisation en « dents de scie » l'expression de l'« affectivité » ou de l'« émotivité » de la communauté arabo-musulmane qui constitue, en grande partie, la base sociale du mouvement de solidarité avec la Palestine en France. L'incapacité à pérenniser les élans de solidarité liés à des événements particuliers serait avant tout le résultat de l'« immaturité » politique de cette communauté.

Cette vision d'une communauté musulmane « immature » et « émotive » n'est pas sans lien avec des représentations orientalistes ou coloniales qui voient dans les peuples non-occidentaux des « grands enfants » à éduquer ou des êtres « irrationnels » à qui l'Occident se fait un devoir d'apporter les lumières de la raison - puisque la « raison » est, bien évidemment, l'apanage exclusif du monde européen. De tels propos peuvent être défendus par des occidentaux « progressistes » et « anti-colonialistes » mais il n'y a rien d'étonnant à cela. Malek Bennabi nous a appris, il y a déjà longtemps, que, dans leur majorité, les occidentaux « anti-colonialistes » au niveau politique se faisaient, bien souvent, les défenseurs des idées colonialistes, ou au moins occidentalocentristes, au niveau idéologique. (1)

De manière plus symptomatique, car marquant l'emprise des idées dominantes sur les dominés même lorsqu'elles s'expriment directement contre eux, cette vision d'une communauté « immature » et « émotive » est reprise, développée et justifiée au sein même de la communauté arabo-musulmane par certains de ses militants les plus engagés dans le soutien de la cause palestinienne. Au lieu de s'efforcer de produire un discours à partir de leur réalité et de leur histoire, ces acteurs empruntent un discours niant leur histoire et s'opposant à toute perspective auto-émancipatrice puisqu'il cantonne la communauté arabo-musulmane dans la sphère de l'impuissance.

Car ce discours sous-tend que, étant « immature » et « émotive », la communauté arabo-musulmane ne peut pas compter sur les forces spécifiques dont elle serait presque totalement dépourvue. In fine, dans ce discours, participant directement de la lutte idéologique, cette communauté se trouve contrainte d'attendre l'aide d'acteurs politiques et associatifs « matures » et « rationnels », des occidentaux « bienveillants », cautionnant ainsi tous les paternalismes. Condamnant la communauté musulmane à l'impuissance collective, ce type de discours est une tentative d'empêcher cette communauté de prendre conscience de la force sociale qu'elle représente afin qu'elle ne s'efforce pas de se construire en tant qu'acteur social autonome.

Nombre d'acteurs politiques et associatifs ont un intérêt direct au développement de ce type de discours. Il leur permet de préserver leur position dominante dans le champ politico-associatif du soutien à la Palestine, et plus largement dans la société, puisque ce discours maintient la communauté musulmane dans une position d'un acteur subalterne ayant besoin d'être « aidé » et « encadré ».

De plus, la vision d'une communauté arabo-musulmane « immature » et « émotive » est une manière, pour le mouvement de solidarité, dans toute sa diversité, et pour ses militants, de se dédouaner de leurs responsabilités collectives quant à la non-pérennisation dans la durée des élans de solidarité qui se manifestent sporadiquement. Cette responsabilité est pourtant sûrement bien plus conséquente que l'« émotivité » supposée de la communauté arabo-musulmane.

S'il se développe une volonté de cantonner la communauté arabo-musulmane dans la sphère de l'impuissance, elle n'est pas détachée d'une autre volonté, peut-être inconsciente dans certains cas, consistant à vouloir cantonner la solidarité avec la Palestine dans la sphère de l'« humanitarisme ». Dans cette perspective, le peuple palestinien est présenté avant tout comme une victime impuissante et non comme un acteur socio-politique en lutte pour sa libération. Cette position éminemment idéologique permet de justifier toutes les abdications et autres

renoncements.

Puisque la résistance palestinienne ne peut pas remporter de batailles, et encore moins vaincre, les Palestiniens doivent se résigner à accepter de renoncer à leur lutte et opter pour une cohabitation avec l'occupant en abandonnant toute idée de renverser les rapports de domination existants. Dans ce cadre, l'option de la résistance devient quasiment « suicidaire » car elle risque d'entraîner une inévitable répression redoublée à laquelle le peuple palestinien ne pourrait faire face. La seule « résistance » pouvant trouver grâce aux yeux des défenseurs de cette posture est la « résistance pacifique et innovante » - comme si les sionistes étaient pacifistes et faisaient preuve d'une grande créativité dans leur entreprise coloniale. Au final, la domination sioniste sur la Palestine historique est entérinée au nom de l'incapacité des dominés à résister et encore plus à se libérer.

Cette logique de l'impuissance et du renoncement permet à une grande partie du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien de se placer dans la posture d'un « protecteur » des faibles et des réprouvés mû par ce que Nietzsche appelait la « morale de la pitié ». Cela se manifeste concrètement par une kyrielle de protestations contre le mur de séparation de Cisjordanie, l'expansion des « colonies », les exactions de l'armée sionistes ou encore le blocus de la bande de Gaza. Nombreux sont ceux qui en appellent au « droit international » et à l'ONU qui a pourtant voté la création de l'entité sioniste en 1947. Certains demandent même l'envoi d'une force d'interposition de l'ONU pour « protéger » les Palestiniens. (2)

Mais derrière ces gesticulations, il n'y a aucune remise en cause de l'entité sioniste pour ce qu'elle est dans son essence propre c'est-à-dire une construction coloniale de l'Occident au Machrek arabe. Ce discours soigneusement construit se limite scrupuleusement à critiquer certaines conséquences de la colonisation sioniste sans jamais faire une critique ontologique du sionisme et de l'entité à laquelle il a donnée naissance grâce au soutien actif de l'Occident. Cette posture sous-tend une reconnaissance de fait d'« Israël » et un renoncement à soutenir les objectifs historiques de la résistance palestinienne et arabe. Derrière le voile bien intentionné de la protection des « faibles » se cache finalement la légitimation de la domination coloniale.

De manière consciente ou non, cette posture sert les intérêts des dominants impérialistes et sionistes. Dans leur lutte idéologique, les dominants proposent toujours des représentations qui ont pour essence la collaboration - la « réconciliation » ou la « paix » - entre les dominants et les dominés, entre les oppresseurs et les opprimés. Les dominants n'ignorent pas le conflit les opposants aux dominés puisqu'il reste pour eux un problème permanent, mais ils entendent pérenniser la légitimité de leur domination. Le discours des dominants nie donc que la contradiction antagoniste les opposant aux dominés prépare leur ruine en leur proposant une collaboration ne remettant pas en cause les rapports de domination existants. Tout l'effort des dominants tend à résorber le caractère antagonique de la résistance des dominés.

Nous sommes très exactement en face des perspectives que propose une large frange du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien puisque celle-ci ne soutient pas autre chose qu'une « réconciliation » ou une « paix » entre le vainqueur et le vaincu qui entérine et légitime les rapports de domination réels c'est-à-dire la colonisation de la Palestine. Il est évident que la construction d'un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien reposant sur ces bases, et ne proposant pas d'autres perspectives, ne pourra avoir de réelles bases populaires pérennes pour se développer car on ne peut pas mobiliser sur des idées d'impuissance et de renoncement. La perspective d'une défaite et d'une soumission n'a historiquement jamais été facteur de mobilisation populaire.

Bien plus que l'« émotivité » et l'« immaturité » supposées des uns, c'est cette logique de l'impuissance et du renoncement présente au sein du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien qu'il serait utile d'interroger pour comprendre les retombées des élans de solidarité après d'intenses mobilisations. Il est vrai que cela remettrait en cause des orientations politiques, des choix stratégiques et des positions hégémoniques et qu'il est bien plus facile de les camoufler derrière de vieux clichés orientalistes et colonialistes. Ici et là-bas, ces clichés servent à légitimer le refus de voir dans l'humanité non-occidentale un sujet socio-historique autonome capable d'agir librement sur le monde.

Face à cette logique de l'impuissance et du renoncement, il est nécessaire de développer la culture de la résistance qui s'est exprimée avec les premiers mouvements de résistance à la colonisation en Palestine, et ailleurs, et qui s'est développée avec le temps au cours des luttes. Cette culture de la résistance nous enseigne le refus de la renonciation et de la capitulation devant l'oppression malgré l'inégalité des forces en présence. C'est une école de courage, de persévérance et d'abnégation. Face à l'idéologie consumériste qui transforme le monde en marchandise, elle nous apprend que la dignité et la liberté des peuples ne se monnayent pas. La culture de la résistance porte en elle une formidable leçon de vie face à la mort et à l'oppression.

Le temps est venu, pour ceux qui affirment soutenir le peuple palestinien, de se mettre à l'école de la résistance des peuples en lutte pour s'imprégner de leurs cultures et de leurs expériences politiques. De la lutte d'Izz ed-Din al-Qassam (3) dans les années 1930 à la résistance de Gaza en 2009 en passant par les batailles menées par les fedayin dans les années 1960-1970, la Palestine possède une longue histoire de résistance et de lutte qui est au fondement de la culture de la résistance palestinienne.

L'apprentissage de cette histoire de la résistance est une nécessité absolue si l'on veut ancrer profondément et durablement la culture de la résistance - soubassement indispensable au développement d'un réel mouvement de soutien à la cause palestinienne.

Notes :

(1) Bennabi Malek, La lutte idéologique, Alger, El Borhane, 2005, pages 19-23 - l'ouvrage est paru pour la première fois au Caire en 1960.

(2) Pour ceux qui auraient encore des illusions sur le rôle de ces soi-disant forces d'interpositions de l'ONU,

l'action de la FINUL au Liban est une démonstration éclatante de leur mission de protection des intérêts impérialistes.

(3) Cheikh Izz ed-Din al-Qassam (1882-1935) théologien et dirigeant politique qui s'opposa à la colonisation du Machrek arabe. Il lutta contre la colonisation française de la Syrie et du Liban avant de prendre la tête de la résistance à la colonisation britannique de la Palestine qui préparait la colonisation sioniste. Il meurt les armes à la main en novembre 1935.

Source : [ISM France](#)

[Youssef Girard](#)

<http://www.michelcollon.info:80/Contre-la-logique-du-renoncement.html>

Aluf Benn : Donnez-nous une frontière !

[Israël a besoin d'une frontière pour délimiter ses frontières, normaliser sa situation sur le plan international, en finir avec le débat sur les colonies et solidifier le consensus national]

Les pourparlers directs [entre Abbas et Netanyahu, ndt] qui ont débuté lors du sommet de Washington doivent avoir un seul et unique objectif : fixer mes frontières entre Israël et l'Etat palestinien à naître en Cisjordanie. Car Israël a besoin d'une frontière pour délimiter ses frontières, normaliser sa situation sur le plan international, en finir avec le débat sur les colonies et solidifier le consensus national. Pour le Premier ministre Benjamin Netanyahu, il s'agit de la mission de sa vie. S'il réussit, il aura

justifié son retour au pouvoir et aura laissé son empreinte dans l'histoire.

Netanyahu se concentre aujourd'hui sur la piste palestinienne. Or, il y a un peu plus d'un an, il avait consacré sa première rencontre avec le Président Obama à la menace iranienne. Les Palestiniens n'étaient mentionnés qu'en passant. Cette fois, lors de dernières rencontres, l'ordre du jour s'est totalement modifié, selon des sources américaines. La plus grande partie du temps a été consacrée au processus diplomatique avec les Palestiniens, et l'Iran a été mis de côté.

Du point de vue de Netanyahu, l'accord sur lequel il est en train de travailler avec le Président Mahmoud Abbas est destiné à équilibrer entre deux intérêts d'Israël : le désir de ne pas inclure les Palestiniens de Cisjordanie dans ses frontières, ni de les contrôler, d'une part, et de l'autre maintenir sa capacité à se défendre.

Aux Palestiniens la souveraineté, à Israël la sécurité. Voilà le deal que propose Netanyahu, enveloppé dans les déclarations qui parlent de « mettre fin au conflit ».

Car mettre fin au conflit est un but noble, mais ni Abbas ni Netanahou n'y parviendront. Non qu'ils soient de mauvais dirigeants oui qu'ils veuillent que le conflit se poursuive, mais parce que la conclusion ne dépend pas d'eux. Aucune signature ne fera disparaître les versions opposées de l'histoire que se racontent les deux peuples, chacun se considérant comme la victime et voyant le rival comme l'envahisseur non désiré. Impossible de composer avec un éthos national avec un simple stylo. Aucune chance non plus de formuler une version de l'histoire commune, israélo-palestinienne. Si les négociations se concentrent sur la question de savoir qui a raison et qui a tort, ou oui a été ici le premier, oublions-les tout de suite.

Laissons les questions des versions de l'histoire aux historiens, aux éducateurs et aux créateurs. Aux hommes d'Etat de se soucier des aspects pratiques de la vie et de se mettre d'accord sur la frontière en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi que sur les modalités en matière de sécurité qui assureront la stabilité.

La frontière doit indiquer clairement où finit Israël et où commence la Palestine.

Israël a reconnu deux types de frontières, les frontières de paix avec l'Egypte et la Jordanie, et les frontières de dissuasion avec la Syrie, le Liban et la bande de Gaza. Il n'y a pas de frontière claire en Cisjordanie ni à Jérusalem-Est, mais seulement des modalités sécuritaires locales (murs et barrières, check points, et routes séparées) ainsi qu'une tentative incessante d'établir des faits sur le terrain et de repousser l'autre côté.

Par beaucoup d'aspects, les relations d'Israël avec le « Hamantan » à Gaza sont bien plus calmes qu'avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas en Cisjordanie, où les deux parties coopèrent économiquement et sur le plan sécuritaire, tout en étant en rivalité sur le plan diplomatique. Le désengagement de Gaza a créé une frontière claire, et chacun sait exactement où finit la partie du territoire que contrôle Israël et où commence la souveraineté du Hamas. Quiconque tente de traverser la ligne **risque sa vie**. Ceci est la version simplifiée de la formule « souveraineté contre sécurité ».

Une frontière en elle-même ne garantit aucunement le calme. Israël a été attaqué par des frontières qui ont fait l'objet d'accords, et a lui-même envahi tous ses pays voisins. Car une frontière demande un consensus national. Pendant la seconde guerre du Liban et l'opération « Plomb durci », l'armée est retournée dans des zones qu'Israël avait évacuées, par des retraits unilatéraux. Puis l'armée s'est retirée, encore une fois. Il n'y eut aucun débat sur la réoccupation de la zone de sécurité au Sud-Lobanni sur la décision de réoccuper encore une fois la bande de Gaza et le Goush Katif.

Ce serait comme si une frontière nouvelle était créée à l'est : chaque Israélien saurait où il habite, et quand. Et les tentatives de prendre un dounam et encore un dounam, encore une ruelle, encore une colline, s'arrêteront.

Netanyahou évoque de « nouvelles idées » qui remplaceraient la séparation totale et l'évacuation complète de tous les colons. Illusions ! Tout accord non scellé hermétiquement ouvrirait une brèche à des luttes pour le contrôle de la terre et conduirait à de nouvelles confrontations. C'est ce qui s'est passé au nord avec les zones démilitarisées avant la Guerre des Six Jours, et c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. A Netanyahou de parvenir au meilleur accord possible et de s'en tenir là. Ce sera douloureux, mais cela apportera un peu d'ordre dans nos vies.

Aluf Benn

traduction : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant

Ha'aretz, 14 septembre 2009

<http://www.haaretz.com/print-edition/opinion/give-us-a-border-1.312849>

1 Les brèves.

1-1 Processus de Paix" israélo-palestinien

1 Obama : La paix ne se fera pas « rapidement »

Quel hypocrite ce Netanyahou !

Il sait très bien qu'il n'y aura ni paix, ni processus de paix car le Cercle Noir à Washington ne veut pas de Palestine. Il faut se rentrer ça dans la tête une bonne fois pour toutes.

Tant que vous vous battez pour la Palestine sans comprendre qu'il faut d'abord éradiquer le Sionisme et démonter les pervers sionistes "planqués derrière le rideau" qui en tirent les ficelles, votre combat ne servira à rien. A rien du tout. Ca, c'est une chose. Et le sionisme ne peut se démonter qu'en démontrant son Imposture. Ce que quelques personnes "fils et filles de juifs" se sont engagés à faire en video.

Vous le verrez dans le dernier article. Là, Netanyahou gagne du temps. C'est tout ce qu'il sait faire. Il ne promettra rien et ne fera rien sinon il finira comme Olmert, comme expliqué [ICI](#). Avec toutes les casseroles que "Bibi" se trimballe, au moindre faux-pas, c'est-à-dire à la moindre parcelle de terre rétrocédée, l'Esprit de Perver-SION agitera devant son nez quelques vieux clichés de son passé pas très net, le désavouera devant le peuple et il ira rejoindre Olmert aux bancs des accusés, et qui sait peut-être finiront-ils leurs vieux jours tous les deux engeôlés pour les punir d'avoir mal servi la Nation. C'est ainsi que cela se passe au Royaume de Sion. Voilà. Là, Netanyahou attermoie. Lambine. Gagne du temps. Ce qui va permettre de continuer la colonisation toujours davantage mais surtout de préparer la Grande Guerre dont nous avons déjà parlé [ICI](#). D'ailleurs, les sionistes ne s'en cachent pas, ils entraînent déjà leurs troupes à cet effet. Le Liban et la Syrie sont donc dans le collimateur afin d'avoir les mains libres pour bombarder l'Iran. Voilà le fameux processus de paix dont Netanyahou ne vous parlera pas mais qui est bien inscrit sur la "feuille de route" des malfaisants...

Mercredi 8 septembre

2 La difficulté des négociations directes

De leur côté, de hauts responsables palestiniens ont mis en garde hier contre la difficulté des négociations directes qui doivent s'engager avec Israël, après la cérémonie inaugurale de Washington. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas « a annoncé en toute clarté et bonne volonté qu'il était prêt à réussir ces négociations et que l'atmosphère qui régnait à Washington était différente », a déclaré Nabil Chaath, un des membres de la délégation palestinienne à Washington, où Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont officiellement repris le dialogue entre les deux camps le 2 septembre. « Mais cette atmosphère ne voudra rien dire s'il n'y a pas de résultat », a prévenu M. Chaath. Un autre haut responsable palestinien a jugé improbable un effondrement total des négociations, malgré les interrogations sur la prolongation par Israël du moratoire partiel sur la colonisation en Cisjordanie, qui expire le 26 septembre, sans laquelle les discussions aboutiront à une impasse, selon l'Autorité palestinienne. « Il est inimaginable que l'administration américaine appelle à des négociations directes au début du mois pour accepter qu'elles s'arrêtent à la fin du mois, cela nuirait à leur crédibilité », a-t-il souligné, sous le couvert de l'anonymat, estimant que Washington parviendrait à un compromis avec Israël sur la colonisation.

M. Netanyahu a également rappelé que cette relance des pourparlers, suspendus pendant 20 mois, était une « tentative » pour réaliser un accord, dans un message aux Israéliens à l'occasion du Nouvel An juif qui débute ce soir. « Je dis que c'est une tentative parce que le succès n'est pas certain. Il y a beaucoup d'obstacles. Il y a beaucoup de sceptiques et de raisons de scepticisme », a-t-il reconnu dans ces vœux. Réaffirmant ses exigences de sécurité et de reconnaissance par les Palestiniens d'Israël comme « l'État-nation du peuple juif », il a assuré que son gouvernement engageait cette démarche « avec de bonnes intentions mais sans naïveté ».

De leur côté, les monarchies pétrolières du Golfe ont fait part mardi de leurs craintes de voir les négociations de paix israélo-palestiniennes compromises par les « agressions » israéliennes, alors que la Russie et la France ont réclamé la poursuite au-delà du 26 septembre du gel de la colonisation israélienne.

Sources [Lorient le Jour](#)

3 Avant la reprise des négociations, le statut de Jérusalem remis en question par Barak.

A la veille de la reprise à Washington des négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens, l'Etat juif semble avoir fait un geste significatif sur la question de Jérusalem. Dans une interview parue mercredi 1er septembre dans le journal israélien Haaretz, le ministre de la défense et leader travailliste Ehoud Barak affirme que l'Etat juif serait disposé, dans le cadre d'un accord global, à accepter un "régime spécial" pour une ville qui cristallise toutes les passions dans la région.

La partie orientale, où sont situés des lieux saints des trois grandes religions monothéistes, a été prise aux Arabes par l'Etat hébreu en 1967, qui l'a ensuite proclamée comme étant sa capitale réunifiée et indivisible à jamais. Les Palestiniens revendiquent de leur côté la partie occupée en 1967 comme la capitale de leur futur Etat indépendant.

"RÉGIME SPÉCIAL"

"Jérusalem-Ouest et douze quartiers juifs qui abritent 200 000 habitants seraient à nous. Les quartiers arabes dans lesquels vivent près d'un quart de million de Palestiniens seraient à eux", propose Ehoud Barak, ancien premier ministre d'Israël. "Un régime spécial serait mis en place, basé sur des arrangements convenus (entre les parties) dans la Vieille Ville, le mont des Oliviers et la Ville de David", dit encore Ehoud Barak. Ses propositions prévoiraient que les colonies juives isolées autour de Jérusalem seraient "rapatriées" en territoire israélien. En revanche, une présence militaire israélienne le long de la vallée du Jourdain et des "arrangements de sécurité" apaiseraient les inquiétudes de l'Etat juif sur son existence.

L'actuel premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dont le gouvernement de coalition est - exception faite des travaillistes - dominé par les partis de la droite israélienne, ne s'est jamais montré très enthousiaste à l'idée d'une nouvelle partition de la Ville sainte, dont l'annexion par Israël n'est reconnue par aucun pays de la communauté internationale. Évoquant les propos d'Ehoud Barak, un haut responsable israélien voyageant avec Benyamin Nétanyahou en direction de Washington a tenu à les modérer : "Jérusalem est à l'ordre du jour des discussions mais la position du premier ministre est que Jérusalem doit rester indivisible." Cette formulation permet toutefois l'éventualité d'un accès partagé à la Ville sainte, sans partition physique.

L'idée de rediviser en deux de la ville et d'autoriser un régime spécial pour les lieux saints n'est pas tout à fait nouvelle. L'ancien premier ministre Ehoud Olmert avait, il y a à peu près deux ans, formulé des suggestions analogues lors de discussions avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, sans qu'elles aboutissent. Mais le sujet devrait ainsi se retrouver au menu des discussions directes qui doivent reprendre le 2 septembre entre Mahmoud Abbas et Benyamin Nétanyahou.

Sources [Le Monde](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://nom666.over-blog.com/article-ehoud-barak-evoque-la-partition-de-jerusalem-56340205.html>

4 Christophe Schmidt : Israéliens et Palestiniens relancent le dialogue de paix à Washington.

(Dans la presse pro israélienne)

Pour Info

Israël et les Palestiniens, chaperonnés par l'administration Obama, ont formellement repris leurs pourparlers de paix jeudi à Washington, vingt mois après avoir cessé tout dialogue direct.

La secrétaire d'État Clinton a ouvert la réunion au département d'État en remerciant le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou et le président palestinien Mahmoud Abbas pour «leur courage et leur engagement».

«Si vous avancez de bonne foi (...), nous pouvons résoudre tous les sujets essentiels dans le délai d'un an», a-t-elle ajouté.

Prenant ensuite la parole, M. Nétanyahou s'est adressé à M. Abbas en soulignant qu'il y aurait «des concessions douloureuses des deux côtés». «Reconnaissez Israël comme l'État-nation du peuple juif», lui a-t-il demandé.

«Cessez complètement la colonisation et l'embargo à Gaza», lui a répondu ce dernier.

Les deux hommes, souriants, se sont serré la main.

Le dialogue proprement dit devait commencer ensuite, hors de la présence des médias.

La diplomatie américaine s'est abstenue d'encadrer strictement ces échanges, même s'il est admis qu'ils devraient durer environ trois heures.

De la même façon, selon Mark Toner, un porte-parole du département d'État, «bien des formules sont possibles, y compris celle d'un dialogue direct entre les parties», Hillary Clinton s'éclipsant pour laisser en tête-à-tête les deux dirigeants.

Dans l'après-midi, George Mitchell, l'émissaire américain pour le Proche-Orient, rendra compte à la presse du déroulement des entretiens.

Barack Obama a prévenu mercredi soir, en recevant les protagonistes à dîner à la Maison-Blanche, que l'on n'était qu'au début d'un processus plein d'écueils, dans lequel «ni le succès, ni l'échec ne sont garantis».

Il a néanmoins appelé les parties à saisir une «chance» qui, a-t-il insisté, ne se représenterait peut-être pas.

Hosni Moubarak, le président égyptien présent à Washington pour contribuer à faciliter les débats, l'avait engagé dans la journée à jeter tout le poids des États-Unis dans la balance.

«Il faut que les États-Unis interviennent, demeurent concentrés et engagés, et tendent la main aux deux parties pour aider à reprocher les positions et résoudre les désaccords», a rapporté le porte-parole égyptien Soliman Awaad.

M. Obama a glissé que les parties lui avaient assuré pouvoir aboutir à la paix d'ici à un an.

Benjamin Nétanyahou, connu pour son intransigeance, s'est dit prêt à «un compromis historique».

Mahmoud Abbas a appelé lui à la fin de l'effusion de sang, à la suite de deux attentats anti-israéliens mardi et mercredi en Cisjordanie.

Enfin l'ONU et l'Union européenne -principal financeur de l'Autorité palestinienne- suivent attentivement le dialogue qui débute.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en visite à Vienne, s'est déclaré «très encouragé et heureux des négociations directes».

Quelles que soient ces bonnes volontés, le chantier est immense, les positions très éloignées sur la plupart des sujets.

Les Palestiniens veulent fonder leur État sur l'ensemble des territoires occupés par Israël depuis 1967. Ils sont prêts à accepter des échanges, mais cela ne suffira pas à régler la question du statut de Jérusalem, ville dont Israël a annexé la partie orientale, et que l'État hébreu défend comme sa capitale indivisible.

Les pourparlers devront également trouver une solution aux problèmes aussi épineux que la question des réfugiés, ou du partage de l'eau.

Le fragile espoir, déjà contrarié par la promesse du Hamas de poursuivre les attentats en Cisjordanie, rencontrera un premier obstacle de taille dès le 26 septembre.

M. Nétanyahou a en effet dit ne pas vouloir proroger le moratoire partiel sur les implantations juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Pour les Palestiniens, toute reprise des constructions signifierait la fin du dialogue.

Christophe Schmidt

01 septembre

Agence France-Presse

http://www.cyberpresse.ca/international/201009/01/01-4311706-israeliens-et-palestiniens-relancent-le-dialogue-de-paix-a-washington.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

5 Reprise des pourparlers à Washington.

Des pourparlers directs entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne ont repris jeudi 2 septembre à Washington.

L'objectif est d'élaborer dans un délai d'un an un "accord-cadre" -avec des arrangements intermédiaires- fixant les grandes lignes d'un règlement final du conflit. Un tel règlement permettrait la création d'un État palestinien et l'établissement d'une "paix durable" au Proche-Orient.

Le chef du gouvernement israélien envisage d'organiser un référendum en Israël s'il parvient à conclure un tel "accord-cadre".

L'Autorité palestinienne a déjà fait savoir qu'elle abandonnera les négociations si le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu lève un moratoire de dix mois sur la construction juive en Cisjordanie occupée, au terme de ce gel partiel le 26 septembre.

La question des colonies au centre des débats

M. Netanyahu a d'ores et déjà laissé entendre qu'il n'avait pas l'intention de reconduire ce moratoire, tout en se gardant de le dire publiquement lors du sommet de Washington.

Maintenir le gel déclencherait une crise gouvernementale, selon le vice-Premier ministre Sylvan Shalom, un représentant de l'aile droite du Likoud, le parti de M. Netanyahu.

Interrogé sur le risque que la reprise de la colonisation le 26 septembre puisse faire capoter les négociations, il a estimé que les Palestiniens commettraient « une grosse erreur » s'ils se retiraient du processus.

Dans le cadre de ce dialogue, MM. Netanyahu et Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, doivent se retrouver les 14 et 15 septembre dans la station balnéaire égyptienne de Charm el Cheikh, en présence de la secrétaire d'État Hillary Clinton et de l'émissaire spécial américain George Mitchell.

Les rencontres entre l'Israélien et le Palestinien devraient ensuite avoir lieu toutes les deux semaines.

Au programme des pourparlers figurent les questions de sécurité et les frontières, mais aussi le statut de Jérusalem, les réfugiés ainsi que le partage de l'eau.

(Avec AFP)

02/09/2010

Pour en savoir plus sur le rapport : <http://www.acri.org.il/eng/>

<http://www.secours-catholique.org/actualite/une-ong-israelienne-denonce-la,7749.html>

6 Faed Mustapha : En cas d'échec des négociations les Palestiniens pourraient saisir l'ONU pour tracer les frontières.

L'Autorité palestinienne pourrait demander au Conseil de sécurité de l'ONU de procéder à la démarcation des

frontières des territoires occupés par Israël en 1967 en cas d'échec des négociations directes avec Tel Aviv, a annoncé jeudi Faed Mustapha, ambassadeur palestinien à Moscou.

"Nous ne voulons pas anticiper sur les événements et prédire l'échec des négociations. Nous espérons qu'elles seront couronnées de succès", a dit l'ambassadeur.

Selon lui, l'échec des négociations directes pourrait créer une situation dangereuse dans l'ensemble du Proche-Orient.

"Nous n'avons pas l'intention de prendre des décisions hâtives. Cependant, si les négociations aboutissent à une impasse nous serons obligés de revoir notre attitude et demander au Conseil de sécurité de procéder à la démarcation des frontières des territoires occupés par Israël en 1967. Mais ce n'est qu'une des variantes possibles", a ajouté le diplomate.

Le coup d'envoi des négociations directes entre Israël et l'Autorité palestinienne est prévu pour le mois de septembre à Washington. Le premier round sera consacré au gel de la colonisation juive dans les territoires palestiniens.

Faed Mustapha

26/08/2010

<http://fr.rian.ru/>

7 70 milliards \$ le prix de l'accord israélo-palestinien , dont 20 pour « Israël »

70 milliards de dollars est le coût de l'accord entre l'entité sioniste et l'Autorité palestinienne, s'il a lieu.

Le chiffre revient à une estimation donnée par Bruce Riedel, ancien conseiller à la Maison Blanche et chercheur à l'institut Brookings, un des plus importants groupe de réflexion à Washington.

Selon Riedel, le montant sera partagé en trois parties, de par sa destination : 30 milliards qui seront payés aux Palestiniens pour leur rembourser leur non retour aux territoires palestiniens de 1948. 20 milliards seront accordés à l'Autorité palestinienne pour désaleiner l'eau de mer en Cisjordanie et pour d'autres projets d'infrastructures. (Ce qui laisse prévoir qu'Israël va s'accaparer les terres qui comptent le plus de sources hydrauliques, et laisser aux Palestiniens les terres les plus arides.

Quant aux 20 milliards restants, ils seront offerts aux Israéliens en tant qu'aides militaires !!

Concernant les parties qui auront à payer cette somme : « Nous n'allons pas verser la totalité de la somme ; la communauté internationale ainsi que les pays de la région ont intérêt à ce la paix s'instaure, faute de quoi une guerre serait bien plus coûteuse », précise Riedel pour le quotidien koweïtien « ArRaïy » (l'opinion)

Ce qui laisse deviner que les Américains, Européens et les Arabes du Golf auront à se partager ce coût, les Israéliens étant semble-t-il dispensés de toute responsabilité, quoiqu'ils aient usurpé leurs biens aux Palestiniens. Par ailleurs, Riedel a révélé une partie des scénarios américains sur l'accord de paix, dont celui de déployer des forces de préservation de la paix tout au long du Jourdain, signalant la préférence américaine pour qu'elles soient de l'Otan.

Interrogé sur les chances de succès des pourparlers, Riedel a jugé en voir de bonnes, tout en percevant des obstacles importants : « le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu manque de souplesse et de vision stratégique qui puisse lui permettre de prendre conscience de l'importance du moment historique ; et le président Mahmoud Abbas ne voulait pas à l'origine participer aux négociations directes », a-t-il signalé.

08/09/2010

<http://www.almanar.com.lb>

1-2 Flottille de liberté

1 La commission des Droits de l'homme achève ses travaux .

Les trois experts de la commission des Droits de l'homme de l'ONU qui enquête sur l'agression israélienne contre la flottille de la Liberté, ont achevé aujourd'hui leur mission en Jordanie, où ils ont recueilli les témoignages des militants présents sur la flottille.

L'ingénieur Maissara Malass, membre du groupement syndical jordanien qui a organisé le voyage des militants vers l'enclave palestinienne, a déclaré à l'AFP que les experts qui sont arrivés à Amman dimanche soir dernier « ont entendu les témoignages de 25 Jordaniens sur les 33 qui étaient à bord du Mavi Marmara qui a subi l'agression israélienne le 31 mai dernier ».

De même, les experts ont entendu la députée arabe à la Knesset, Hanin Zoabi, et le président du comité de suivi des Palestiniens, Muhammad Zidane, et d'autres militants.

Malass a minimisé l'importance des résultats de l'enquête, en disant que « le Conseil de sécurité est entièrement du côté de l'entité sioniste, par conséquent, nous n'avons pas trop d'illusions, même si le rapport est professionnel et cohérent comme le cas de Goldstone à Gaza, où est le suivi du Conseil de sécurité ? ».

Les trois experts se sont réunis pendant deux semaines à Genève avec des turcs et des israéliens, puis se sont rendus en Turquie avant d'arriver en Jordanie. Ils présenteront leur rapport lors de la prochaine réunion du comité des droits de l'homme du 13 septembre au 1er octobre à Genève. Ces experts ont été choisis le 23 juillet dernier par le Conseil pour les charger de l'enquête. Mais Israël a critiqué ce comité et a déclaré qu'elle mènerait sa propre enquête sur l'attaque.

Dans le même temps, Ban-Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, a également mis en place une mission d'enquête sur l'offensive sanglante israélienne.

Le Conseil des droits de l'homme a nié tout chevauchement entre les deux enquêtes. Son président, l'ambassadeur thaïlandais Sihasak Phuangketkeow, a affirmé que la mission du Conseil « se concentrera sur les questions des droits de l'homme », tandis que le comité de l'ONU qui a été formé à New-York « s'efforcera d'examiner les faits et les circonstances » relatives à l'incident, et présentera des recommandations pour éviter que cela ne se reproduise.
04/09/2010]

2 Davutoglu: l'image d'Israël est ternie dans le monde.

Ahmet Davutoglu chef de la diplomatie turque a déclaré que l'image d'Israël est plus que jamais ternie dans le monde. Davutoglu, dont les propos sont publiés par le journal émirati Al-Bayan, a souligné qu'après l'attaque des militaires sionistes contre la flottille de la liberté qui acheminait des aides à destination de Gaza, l'image du régime sioniste a été totalement détériorée chez l'opinion publique mondiale ainsi que les autorités et le peuple turcs. Le chef de la diplomatie turque a ajouté que l'avenir des relations de son pays avec le régime de Tel-Aviv dépendait du changement d'attitude de ses autorités.

<http://french.irib.ir>

30/08/2010

1-3 Nucléaire.

1 Rajab Ihsan Oglo appelle à mettre les centrales nucléaires israéliennes sous contrôle international.

Le professeur Rajab Ihsan Oglo, secrétaire général de la Conférence Islamique, a salué l'appel adressé par le directeur général de l'agence mondiale de l'énergie nucléaire incitant l'Entité sioniste à signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires et à soumettre ses installations nucléaires aux règlements de l'agence mondiale de l'énergie nucléaire.

Le secrétaire général a réaffirmé la position de la Conférence Islamique consistant à faire du Moyen-Orient une zone propre de toute arme nucléaire.

Une telle arme constituera un danger pour la paix et la sécurité internationales.

Il a appelé la communauté internationale à pratiquer des pressions plus importantes sur "Israël" afin qu'elle se débarrasse de ses armes nucléaires et qu'elle signe ledit traité.

Jeddah – CPI

05/09

<http://alqods-palestine.blogspot.com/search?updated-max=2010-09-06T07%3A50%3A00%2B04%3A00&max-results=300>

2 Seul Israël dispose d'armes nucléaires.

L'ancien inspecteur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yosra Abou Shadi, faisant allusion au soutien permanent du président américain, Barack Obama aux activités nucléaires israéliennes, a indiqué qu'en jetant un regard à l'attitude d'Israël envers le dossier nucléaire iranien, on s'étonnerait de la politique américaine à ce propos.

L'ex haut inspecteur de l'Agence s'est exprimé sur l'antenne d'Al-Jazira en ces termes: " Il n'existe aucun indice concernant tout dérive du programme nucléaire iranien, tandis que le monde sait qu'Israël dispose d'une grande quantité d'armes nucléaires." S'agissant de la visite du directeur général de l'Agence viennoise en Israël, il s'y était personnellement pour persuader les responsables israéliens de signer le TNP. Il y a trois mois, 189 membres du TNP à New York ont demandé à Israël de signer ledit Traité et de permettre aux inspecteurs de l'AIEA de visiter ses installations.

25/08/2010

<http://french.irib.ir>

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Processus de Paix" israélo-palestinien

1 Alain Gresh : "Processus de Paix" israélo-palestinien: « Farce » à Washington, ou « Faisons comme si le train avançait ».

Qui croit encore au processus de paix ?

Extraits

Le journal des milieux d'affaire britanniques, le *Financial Times*, intitulait un éditorial du 23 août 2010 « One final

[act in the Middle East farce](#) » (« Dernier acte pour la farce du Proche-Orient »).

Le scepticisme est général, et on est loin des illusions qui avaient accompagné le [sommet d'Annapolis](#), en 2007, qui prévoyait la création d'un Etat palestinien avant la fin 2008.

Seuls les protagonistes du sommet qui s'ouvre le 2 septembre à Washington veulent faire semblant d'y croire et ils ont tous de bonnes raisons pour cela :

— Le roi Abdallah II de Jordanie et le président égyptien Hosni Moubarak, parce qu'ils ont besoin de faire croire à leurs opinions sceptiques que l'on avance vers la paix, au moment même où leur pratique autoritaire vise à empêcher tout débat et toute avancée de l'opposition dans les deux scrutins qui se dérouleront en Egypte et en Jordanie en novembre.

— Le président Obama, qui n'a pas tenu les promesses de son [discours du Caire du 4 juin 2009](#) et qui, engagé dans un conflit difficile au Proche-Orient, veut rassurer ses alliés arabes sans déplaire à son allié israélien.

— L'Union européenne, trop lâche pour définir une politique innovante, qui veut simplement faire croire que les centaines de millions d'euros déversés sur l'Autorité palestinienne servent à autre chose qu'à financer l'occupation.

— Le président Mahmoud Abbas, dont la légitimité est de plus en plus contestée, y compris parmi les siens, et qui veut montrer que son choix d'une négociation peut porter ses fruits. D'autant qu'il n'a pas vraiment le choix, puisque tout l'appareil de l'Autorité palestinienne dépend de la manne internationale : des dizaines de milliers de fonctionnaires vivent grâce à cet argent. Et tant pis pour les Palestiniens qui critiquent la reprise des négociations : ils n'ont même pas le droit de s'exprimer, comme le confirme Benjamin Barthe dans le quotidien *Le Monde* du 27 août (« L'autorité palestinienne censure les opposants aux négociations avec Israël », article qui n'est pas en accès libre sur le site [LeMonde.fr](#)). Il n'y a pas que le Hamas pour avoir des pratiques autoritaires, mais celles de « nos » alliés ne nous gênent pas.

— Le premier ministre israélien Nétanyahou, qui a obtenu ce qu'il voulait, [des négociations sans conditions préalables](#), c'est-à-dire avec la poursuite de la colonisation, notamment à Jérusalem-Est (et ailleurs, comme le prouvent toutes les études sur le terrain), avec la démolition des maisons palestiniennes. Ou, dit autrement, avec les mots d'Aviva Eldar dans le quotidien *Haaretz* du 23 août (« [With a victory like this...](#) »), ces négociations s'ouvrent avec des conditions préalables : celles dictées par Israël.

Ceux qui pensent que la paix est pour demain, qu'un Etat palestinien est en construction, devraient lire un autre article de Benjamin Barthe, « A Ramallah, l'impossible réforme de la poste », dans *Le Monde* daté du 1er septembre : de l'impossibilité de bâtir un Etat sous occupation.

Et aussi, jeter un regard sur cette carte, conçue par Julien Bousac et publiée par *Le Monde diplomatique*, « [L'Archipel de la Palestine orientale](#) ».

Un archipel peut-il être un territoire continu ?

Alain Gresh :

1 septembre

<http://www.internationalnews.fr/>

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=152823&language=fr>

2 Robert Bibeau : Les pourparlers de « paix » Netanyahu-Abbas ont déjà échoué.

Les conditions qui auraient pu assurer la réussite de ce complot.

Nos prédictions

Le plus difficile, avec les prédictions, c'est de les soumettre à l'avance. Le 31 décembre 2009, en guise de vœux pour la nouvelle année, nous avons écrit la chose suivante : « La deuxième initiative de l'ex-Président Jimmy Carter que le Président Obama tentera de concrétiser en 2010 sera la « négociation » pour la création d'un bantousthan palestinien emmuré, dirigé par les collaborateurs du Fatah (dissimulés derrière l'OLP et l'Autorité palestinienne, au besoin), avec ou sans l'accord et la collaboration du HAMAS, à eux de choisir. » (1). Jusqu'ici, nous n'avons pas fait d'erreur, mais ce que nous n'avons pas révélé, dans cette prédiction, ce sont les conditions permettant que cet oracle se réalise.

Les conditions préalables

Nous exposons aujourd'hui les conditions qui auraient pu assurer la réussite de ce complot.

La première condition pour la réussite de ce coup fourré, c'était que Mahmoud Abbas, le « Président de l'Autorité sans autorité », dont le mandat est échu depuis 18 mois, puisse se présenter comme un représentant crédible de la nation palestinienne, un porte-parole accrédité, prestigieux, adoubé par sa communauté ou, tout au moins, par une partie importante de sa communauté en Palestine occupée, dans les camps de réfugiés et parmi la diaspora. Pour cela, une ou deux rencontres avec Barak Obama n'auraient pas suffi à le faire prendre pour un stratège intègre. Il aurait fallu qu'Abou Mazen, le combattant de l'ombre, puisse proclamer haut et fort ses exigences préalables à toute négociation fructueuse. Le scénario prévu indiquait que le président Obama devait appuyer fortement ces conditions préalables – strictement minimales –, comme l'arrêt de toutes constructions en territoire occupée comme l'exige les lois internationales, l'arrêt de toute colonisation en territoire occupé (comme l'exigent les lois de la guerre), l'arrêt de tout assassinat extra-judiciaire (comme l'exige le droit international), la levée du blocus génocidaire illégal et illégitime contre Gaza, l'arrêt des arrestations arbitraires de Palestiniens.

Le scénario de départ prévoyait que le Premier ministre Benjamin Netanyahu, d'abord récalcitrant, suspicieux et hâbleur, s'opposerait farouchement à ces préalables, puis, que, petit à petit, renfrogné, et feignant la mauvaise humeur, il ferait amende honorable et accepterait tout ou partie de ces demandes, suite aux pressions de plus en

plus pressantes du Président américain.

Refus de Netanyahu de coopérer à la mise en scène

Rien n'y fit. Abou Mazen, le « farouche combattant de l'ombre », eut beau réduire ses exigences, oublier Gaza, faire semblant de ne pas voir les assassinats ciblés et le Mur d'annexion en construction, être aveugle aux démolitions qui n'ont jamais cessé en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ignorer le nettoyage ethnique des Bédouins chassés du Negev, Barak Obama eu beau demander de moins en moins vertement l'arrêt des provocations israéliennes, le chef d'État israélien ne recula jamais de ses positions intransigeantes, rejeta tout préalable de l'occupé et présenta les conditions impératives de l'occupant, auxquels Mahmoud Abbas s'empressa de souscrire, comme en atteste sa déclaration de Washington visant à prouver que son sens de l'humour ne l'a pas encore abandonné : *"Nous venons aux pourparlers avec le désir sincère de parvenir à un accord de paix entre les deux peuples qui protégera les intérêts de la sécurité nationale d'Israël, pour qui le plus important est la sécurité."* Les intérêts de la sécurité nationale des Palestiniens sont, et ont toujours été, sans importance et le bouffon Abbas d'en remettre une couche *"Il est maintenant temps pour les Palestiniens et les États arabes de saisir la main tendue d'Israël et d'essayer d'égaliser l'engagement inébranlable de l'État juif pour la paix par des actions qui leur soient propres"*. Qui dit mieux ?

Le dirigeant palestinien, que le scénario original devait rehausser, grandir, auréoler, ceindre de la couronne du dompteur de sionistes, se retrouve aujourd'hui plus ridiculisé et plus discrédité que jamais auparavant, si bien que sa signature ne vaudra plus rien du tout au bas de ce parchemin ridicule qu'il aura peut-être le courage ultime de ne pas signer avant de s'éclipser... Rien n'est moins certain pourtant, car l'emploi international qu'on lui fait miroiter est attaché à ce paragraphe qui le disqualifiera et le déshonorera à jamais. Mais s'il signe, que vaudra cette signature? Elle servira tout au plus d'argument de propagande à l'ennemi sioniste qui, exhibant ses « concessions historiques et ses grands sacrifices » à même la terre usurpée des Palestiniens, criera à l'incapacité de faire la paix sur le dos des palestiniens, ces ingrats qui refusent la générosité sioniste qui leur remet 15 à 18 % de leurs terres ancestrales, évidemment livrées sans le sommet des collines, occupés par l'armée israélienne, sans zone côtière, sans le plateau continental où l'on trouve du gaz naturel, sans espace aérien souverain, sans la vallée du Jourdain, cette zone stratégique requise par l'armée d'occupation pour fermer la frontière Est du camp retranché israélien.

Obama démasqué

La deuxième condition pour que le plan Carter-Obama réussisse, à savoir que soit créé et accepté un bantoustan pour tous les Palestiniens (avec droit de retour uniquement dans ledit bantoustan), sur 15 à 18 % des terres de la Palestine du mandat britannique, exigeait que le président américain se pose en casseur de sionistes, qu'il brise les reins des réactionnaires du Likoud et des autres factions fondamentalistes religieuses qui forment la coalition théocratique au pouvoir à Tel-Aviv. Pour cela, un immense coup de barre aurait été nécessaire dans la politique américaine et dans les relations américano-israéliennes. Or entre décembre 2009 et août 2010, Obama n'a pas su opérer ce revirement, ce coup de force, qui lui aurait permis de piéger les Palestiniens et d'offrir au Peuple élu la Terre qui lui fut promise pour l'éternité par les scribouilleurs bibliques du Moyen-Âge.

Le groupe de pression américain J-street avait parfaitement compris la stratégie d'Obama : « J-Street, affirme que ces négociations pourraient être la dernière occasion de sauver la solution à deux États. *"La fenêtre d'opportunité pour le progrès est brève et la dernière. Nous croyons que l'avenir d'Israël en tant que foyer juif et démocratique, pour ne pas mentionner les intérêts vitaux des Américains dans la région, sont en jeu* », déclarait le vice-président pour la Politique et la Stratégie de J-Street. (2)

Faute d'avoir cassé du sioniste pour leur propre salut, Obama se retrouve aujourd'hui soupçonné de collusion avec l'une des parties présentes aux pourparlers de « paix ». La faction Netanyahu a su naviguer en eau trouble et, par son entêtement, elle a discrédité et son « partenaire » pour les négociations de « paix » et le maître de cérémonie protocolaire, et elle a rendu inopérante la mystification qui voulait présenter le Président Obama en Ponce Pilate de cette crucifixion du peuple palestinien (3).

Bref, quand bien même quelques éditorialistes occidentaux glousseraient et murmuraient leurs bons vœux de succès aux pourparlers de « paix » mort-nés, la coalition au pouvoir en Israël a parfaitement gâché la sauce et sauvé le peuple palestinien d'un autre accord inégal, d'un Oslo III, qu'il aurait rejeté de toute façon.

Pourquoi ce hara-kiri sioniste ? C'est que les intégristes religieux au pouvoir à Tel-Aviv pensent qu'ils peuvent faire d'autres conquêtes et imposer d'autres concessions territoriales aux Palestiniens. L'explication de ces nouvelles conquêtes territoriales se trouve consigné dans une vidéo de propagande diffusée par la télévision israélienne que nous avons présentée et analysée dans un éditorial précédent et que nous reproduisons ici :

<http://www.youtube.com/watch?v=ytWmPqY8TE0> (4)

Que veulent les Palestiniens, quel doit être l'objectif des négociations ?

Pendant que l'alliance des belliqueux sionistes, des colons juifs réactionnaires, des fondamentalistes religieux et des intégristes hébreux exulte devant ce torpillage des « négociations », qu'elle considère comme une victoire, le peuple palestinien refait son unité sur les bases fondamentales dont il n'aurait jamais du s'écarter, ni à Oslo, ni à Camp David, ni à Genève, non plus qu'à Washington. Un récent sondage de l'Institut palestinien AMRAD révèle que 86 % des Palestiniens appuient la résistance armée, que 91 % réclament un seul État palestinien sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique, du Jourdain à la Méditerranée, et que 94 % des Palestiniens souhaitent que l'ensemble de la ville de Jérusalem (partie orientale + partie occidentale) soit la capitale de leur État unifié et décolonisé (5). C'était la position de l'OLP lors de sa création en 1964 et ce devrait l'être encore aujourd'hui. Si l'OLP ne sait pas défendre ces droits fondamentaux inaliénables et comprendre les profonds désirs de la population palestinienne, une autre alliance politique saura représenter la volonté de liberté de ce

peuple courageux.

Notes de lecture

(1) « L'année des plus grands dangers. Que 2010 soit une année de résistance. Salut a Gaza l'indomptable ». Nous avions écrit cela à propos du volte-face de l'ex-Président Jimmy Carter : « Certains dénoncent le soi-disant Mea Culpa de Jimmy Carter, qui déclare qu'il n'est pas opposé à l'État d'Israël mais qu'il souhaite simplement que cet État fasse des compromis et accepte l'édification d'un bantoustan palestinien emmuré par l'État israélien. Ces individus démontrent qu'ils n'ont rien compris à la position américaine et au rôle de l'entité sioniste intégrée à l'économie américaine. Ces individus n'ont rien compris au conflit qui oppose les deux factions de l'impérialisme américain à propos d'Israël (leur base militaire permanente au Proche-Orient). ».

(2) « Le but essentiel que les USA poursuivent à travers ces négociations est de faire croire qu'ils gèrent honnêtement le conflit israélo-palestinien. Mais maintenir ce faux-semblant est tout aussi important pour les alliés arabes de Washington, qui ont besoin de justifier publiquement leur collaboration aux projets agressifs des USA. »

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9315

(3)

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14326&type=analyse&lesujet=Initiatives%20de%20Paix>

(4) Pour une présentation et une analyse de cette vidéo de Hasbara israélienne, consulter notre éditorial du 24 août 2010. « Négocier ou ne pas négocier avec Israël ? ».

(5) <http://www.youtube.com/watch?v=GI-1Rtk-IM>

« Sondage inquiétant à la veille des négociations : 86 % des Palestiniens sont favorables à un recours à la violence » (Guysen International News).

« Inquiétant sondage pour les Israéliens et affligeant pour les Palestiniens, à la veille de la reprise du dialogue direct. Selon une enquête de l'institut palestinien AWRAD (Arab World for Research & Development), réalisée entre le 8 et le 14 Août 2010, sur un échantillon de 3001 personnes résidant en Judée-Samarie et à Gaza 86% des Palestiniens sont favorables à un recours à la violence contre Israël. Pour 91%, la Palestine historique (foyer national palestinien), du Jourdain à la mer, est essentielle ou souhaitable. 94% d'entre eux estiment que Jérusalem toute entière (aussi bien la partie ouest que la partie orientale) doit faire partie de la Palestine. Pour les Palestiniens, les cinq points essentiels à résoudre, pour aboutir à une solution définitive du conflit, sont, par ordre d'importance : l'établissement d'un Etat palestinien souverain et indépendant (91,7%), le statut de Jérusalem (91%), la sécurité pour l'Etat palestinien (86,2%), le droit de retour des réfugiés (83,2%) et les implantations juives en Judée-Samarie (81,3%). »

Source : [Blog Robert Bibeau](#)

[Robert Bibeau](#)

2.09.2010

Posté par Adriana Evangelizt

8 septembre

<http://palestine.over-blog.net:80/article-les-pourparlers-de-paix-netanyahu-abbas-ont-deja-echoue-56729969.html>

3 K. Selim : [Barghouti](#) l'exprime clairement : les négociations de paix avec Israël sont vouées à l'échec.

De sa prison, Marwan Barghouti l'exprime clairement : les négociations de paix avec Israël sont vouées à l'échec. Selon le leader palestinien emprisonné dans les geôles de l'occupant, «les Palestiniens feraient mieux de se consacrer à résoudre les profondes divisions qui les séparent».

Ce que dit Barghouti est partagé par de nombreux Palestiniens de tous bords. Beaucoup ne voient dans les discussions qui s'ouvrent à Washington qu'un show destiné à redorer l'image du président Obama à la veille des élections de mid-term en novembre prochain.

Le même processus bégayant entamé il y a presque vingt ans est réactivé encore une fois. Comme toujours, sans que les conditions politiques préalables soient réunies pour assurer, sinon un succès réel, au moins des avancées concrètes sur la création d'un Etat palestinien viable avec Jérusalem pour capitale.

Pour le leader charismatique de la première intifada, il ne saurait y avoir de négociations effectives sans l'adhésion de la majorité du peuple palestinien et sans que les Israéliens acceptent notamment le principe du retour des exilés palestiniens et l'arrêt de la colonisation. Les dirigeants du gouvernement israélien sont loin de faire preuve de la moindre ouverture en ce sens. La coalition droite et extrême-droite au pouvoir, assurée du soutien indéfectible des Occidentaux avec les Etats-Unis en tête, l'affirme avec arrogance, se permettant même de se moquer de son grand allié.

Avigdor Liberman, le ministre des Affaires étrangères, caricature du sioniste ultra, a déclaré que les négociations sous les auspices de Barack Obama étaient un événement «festif». Ce ministre d'apartheid n'a pas tort et, connaissant la nature profonde de la relation entre Israël et les Etats-Unis, où le vassal n'est pas celui qui serait le moins puissant, il joue sur du velours.

De fait, les Israéliens sont installés depuis toujours dans une logique maximaliste fondée sur la supériorité des armes et la garantie de l'impunité, quelles que soient les exactions dont ils se rendent coupables. Les déclarations apaisantes sont systématiquement accompagnées de mesures pratiques qui en sont l'antithèse, dans un scénario où l'on ne peut même plus parler de duplicité tant le mépris du droit et de l'opinion internationale est évident. Le rapport de force n'est pourtant pas aussi favorable aux Israéliens qu'il a pu l'être dans le passé. La campagne BDS boycott, désinvestissement, sanctions gagne chaque jour en efficacité et l'épisode sanglant de la flottille de

la liberté a révélé la nature criminelle du dernier Etat colonial de la planète. La voie de la résistance et de l'unité est effectivement le seul moyen de faire plier un ennemi de plus en plus isolé, même au sein de ses alliances historiques.

Les promesses sans lendemain et les engagements sur la comète sont le salaire habituel des éternels négociateurs de Ramallah. Le miroir aux alouettes masque efficacement la stratégie coloniale de Tel-Aviv. Mais les attermoissements et les déclarations lyriques auxquels sont abonnés les Palestiniens ne rebutent pas une Autorité en fort déficit de légitimité.

Marwan Barghouti a donc raison de mettre en garde contre des pseudo-négociations qui sont un instrument entre les mains de l'occupant pour la poursuite de la colonisation et de la judaïsation de Jérusalem. De sa prison, Marwan Barghouti fait preuve d'une lucidité qu'on aurait aimé trouver chez ses pairs «libres» de Ramallah.

Jeudi 2 septembre 2010

K. Selim

4 Michael Blum : « Pourquoi il faut négocier avec le Hamas »

nb Ndlr :La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur, mais doit être vu comme information

Un colon, journaliste, explique pourquoi il pense qu'il faut parler avec le Hamas (...)

Co-auteur avec Claire Snegaroff de l'ouvrage de référence sur les colons, Michael Blum, journaliste franco-israélien, réside lui-même à El'azar, une colonie de Cisjordanie. ...

Au moment où les Etats-Unis tentent de relancer les pourparlers israélo-palestiniens, il nous explique pourquoi, selon lui, il est indispensable pour Israël de négocier avec le Hamas.

« Alors qu'Israël s'apprête à reprendre des pourparlers avec l'Autorité palestinienne sous l'égide de l'administration américaine, on est en droit de se demander si ces négociations ont une chance de mener à la création d'un état palestinien.

La réponse est claire comme de l'eau de roche, il n'y a aucune chance que le dialogue entre Abbas et Netanyahu puisse contribuer à changer véritablement la situation dans la région, tant que la bande de Gaza est sous le contrôle du Hamas avec lequel il n'y aucun dialogue.

A l'heure actuelle, le Hamas et le Fatah n'arrivent pas véritablement à s'entendre pour former un gouvernement d'union nationale et quand Mahmoud Abbas qui a repoussé la date des élections dans les Territoires palestiniens négocie avec Netanyahu, on est en droit de se demander au nom de qui il parle. Et puis, diront certains, si le Fatah est incapable de négocier avec le Hamas, comment demander à Israël de s'asseoir avec les islamistes qui appellent de leurs vœux la destruction de l'Etat d'Israël.

En Israël, il n'est pas question de négocier avec le Hamas, car on ne parle pas avec des terroristes, or en 1993, quand le gouvernement a accepté de reconnaître l'OLP et de s'asseoir à la même table de négociations qu'Arafat, les dirigeants de l'OLP n'étaient pas moins « terroristes » pour les Israéliens que le sont les dirigeants actuels du Hamas.

Le Hamas ne reconnaît pas l'existence d'Israël, affirment certains Israéliens, mais je me demande en quoi Israël, 62 ans après sa création, a besoin d'être reconnu par le Hamas ?

Israël existe, et a gagné toutes les guerres contre ses voisins et en tant qu'Israélien, la reconnaissance du Hamas m'importe peu. Je suis en faveur d'un dialogue avec les véritables ennemis afin d'arriver à une paix durable dans la région. Parler avec le Hamas, c'est assurer qu'on négocie avec ceux qui apparemment dirigeront dans l'avenir l'ensemble des territoires palestiniens.

Je ne vois aucune différence fondamentale entre le Hamas qui refuse de reconnaître Israël et le Fatah qui refuse d'accepter le terme d'état juif auquel Binyamin Netanyahu tient tellement. On négocie avec le Hamas par l'intermédiaire de l'Egypte et du médiateur allemand pour l'échange de prisonniers contre Gilad Shalit, alors pourquoi ne pas poursuivre les négociations pour arriver à un modus vivendi dans la région ? Il faut négocier avec les islamistes du Hamas sur l'avenir de la bande de Gaza et des territoires palestiniens, sans faire de concessions risquant de mettre en péril l'avenir de l'Etat d'Israël, mais pour justement assurer un avenir meilleur aux Israéliens et aux Palestiniens. »

Michael Blum

Publié par Médiapart

2 septembre

<http://alqods-palestine.blogspot.com/>

3_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Israël usurpe les dépouilles des Palestiniens.

Après leur avoir usurpé leur terre et leur histoire, les Israéliens usurent aux Palestiniens leurs dépouilles, en toute impunité.

Généralement, ce sont les cadavres des martyrs qui sont confisqués des dizaines d'années, durant lesquelles

leur sort demeure inconnu pour leurs parents et proches.

C'est le cas par exemple d'Aïcha Abou Zour, (48 ans) qui lutte depuis 8 années pou la restitution du cadavre de son fils. En vain.

Ayant chargé un avocat pour au moins savoir où il se trouve, cette femme habitant de le camp de Ballata situé à l'est de la ville de Naplouse, n'est pas parvenu à bout de ses efforts.

« Je ne sais pas s'il est enterré dans le cimetière numéroté, ou s'il se trouve toujours dans les réfrigérateurs de la prison. Ils (les Israéliens) veulent se venger de nous, et nous punir collégialement, en raison de nos fils martyrs », a-t-elle confié au micro de la chaîne de télévision satellitaire qatarie alJazeera.

La restitution du cadavre du martyr Machour Arouri avait ravivé ses espoirs de voir bientôt celui de son fils. Les Israéliens avaient confisqué Arouri durant 34 années.

La libération de cette dépouille a été possible grâce aux récents efforts de la Campagne nationale pour restituer les cadavres des martyrs, dont le coordinateur Salem Khella affirme avoir entre les mains 317 cas similaires.

Les décomptes pas encore achevés ont été entamés depuis deux années, date à laquelle la Campagne a été lancée, après la décision de la Ligue arabe d'adopter le dossier des cadavres palestiniens, par le biais des ambassadeurs arabes. Menaçant entre autre de saisir la Cour internationale de La Haye.

De plus l'éventualité du vol d'organes de ces dépouilles est sérieusement prise en considération. L'année dernière, un journaliste suédois avait révélé pour le journal « Aftonbladet » le cas du martyr Bilal Ghanem tué en 1992, dont les parents soupçonnent l'entité sioniste d'avoir pillé ses organes avant de le leur restituer, « ouvert de la gorge jusqu'au ventre, puis très mal cousu ».

Ce qui explique les raisons pour lesquelles Israël prend son temps pour restituer les cadavres. Elle attend qu'ils soient assez décomposés pour ne rien laisser entrevoir.

<http://www.almanar.com.lb>

01/09/2010

3-2 Le Monde Diplomatique dévoile la plus grande base israélienne d'espionnage.

Croyez-le... il n'y a pas que le monde qui est sous surveillance, les Israéliens sont aussi bien surveillés. Surtout ceux qui luttent contre le sionisme.

Dans son numéro paru le mois de septembre, le mensuel français « Le Monde diplomatique » dévoile dans un article intitulé " Ici travaillent les espions israéliens" et signé par le journaliste néo-zélandais Nicky Hager l'existence d'une des plus grandes stations d'écoute de la planète .

Elle se situe aux abords du désert du Néguev, à environ deux kilomètres au nord de la colonie d'Ourim, voire à une trentaine de kilomètres de la prison de Beer-Sheva — où les passagers de la « flottille pour Gaza » furent brièvement détenus après l'assaut sanglant du 31 mai dernier —, en direction de la bande de Gaza.

Cette base, jamais dévoilée jusqu'ici, est constituée de lignes d'antennes satellites interceptant en secret appels téléphoniques, courriers électroniques et autres types de communications émis du Proche-Orient, d'Europe, d'Afrique et d'Asie .

Interceptant les communications téléphoniques et les échanges de données qui transitent par satellite au-dessus de la région, ainsi que sur certains câbles sous-marins en Méditerranée, cette station est pilotée par l'Unité 8200, une structure de renseignement peu connue, bien que dotée de moyens très importants.

Le périodique français cite une ancienne soldate qui a servi à la base, et qui a déclaré que de puissants ordinateurs sont « programmés pour détecter certains mots et chiffres » dans les conversations téléphoniques, des emails, et d'autres formes de communication .

Les données déchiffrées sont relayées pour traitement à une base de l'unité 8200 près d'Herzlia (au nord de « Tel-Aviv »), puis sont transmises au Mossad et aux unités de Tshal .

L'ancienne soldate précise que son travail consistait à intercepter les appels téléphoniques et les emails en anglais et en français. « C'était un travail très intéressant, qui était axé sur la localisation et l'identification de « communications non routinières ».

Comme chacun peut le constater sur Internet, les images satellites de ce lieu ne sont pas brouillées. L'œil averti y distingue sans peine tous les éléments caractéristiques d'un poste de surveillance électronique. Un grand cercle dans les champs indique l'emplacement d'une antenne de recherche de direction (HF/DF), destinée à l'observation maritime.

La base d'Ourim fut établie il y a des décennies afin de surveiller les communications internationales transitant par le réseau satellitaire Intelsat, relais téléphonique majeur entre différents pays. Son activité s'étendit aux liaisons maritimes (Inmarsat), puis grossit rapidement(...)

Dans ce contexte, le quotidien Haaretz, a notamment cité une interception téléphonique entre l'ancien président égyptien Jamal Abdel Nasser et le roi jordanien Hussein Ben Talal, au premier jour de la guerre israélo-arabe en 1967.

LE HEZBOLLAH ET L'UNITE 8200

Par ailleurs, le quotidien israélien, Yediot Ahranot a révélé en 2009 les conclusions d'une enquête sur une opération du Hezbollah qui a été qualifié de « grande infiltration ».

Le quotidien rapporte que dans la nuit du 19 février 1999, les résistants du Hezbollah avait bombardé le siège de la milice de Lahed à Jezzine, puis ils s'y étaient infiltrés pour planter des engins explosifs, selon l'armée d'occupation israélienne.

Alors que les milices de Lahed avaient démenti ces informations, insistant sur le fait que le siège avait seulement été bombardé, et que personne ne s'y était infiltré. Raison pour laquelle, l'armée d'occupation a ouvert une enquête.

Un talkie walkie retrouvé près du siège bombardé, a rapidement été expédié, par l'armée d'occupation au siège de l'unité 8200 afin d'intercepter les résistants du Hezbollah.

Or, cet appareil qui n'a pas été examiné avant son entrée au siège de l'unité 8200, a explosé entre les mains des officiers qui essayaient de le faire fonctionner. Résultat: deux officiers ont été blessés, dont l'un a perdu la main.

Sources: Le Monde Diplomatique, AlManar, Haaretz, Yediot Ahranot , [SIGNES DES TEMPS](#)

[Al Manar TV](#),

6 septembre 2010

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net:80/article-le-monde-diplomatique-devoile-la-plus-grande-base-israelienne-d-espionnage-56735793.html>

3-3 Liberté pour Salah Hamouri.

Vendredi 3 septembre 2010

Les soussignés, membres du « Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens » tiennent aujourd'hui 4 septembre à manifester solennellement leur indignation devant le fait que depuis 2.000 jours un jeune franco-palestinien de 25 ans, le jeune Salah Hamouri, est en prison dans les geôles israéliennes. Il n'a commis aucun crime ni aucun délit mais malgré cela il a été condamné à 7 ans de prison par un tribunal militaire israélien d'occupation installé en pleine Cisjordanie.

De naissance franco-palestinien, il n'est « que » Français de jure du fait de l'occupation israélienne de Jérusalem-Est où il réside le prive de la dimension palestinienne de sa bi-nationalité comme sont privés de toute nationalité les Palestiniens vivant dans cette partie de la ville.

Tandis que les autorités françaises se sont portées « au secours » de tous les Français victimes d'arbitraires à l'étranger, dans le cas présent elles restent particulièrement silencieuses et le Président la république refuse même de recevoir, à la différence notable de tous les autres cas connus, Denise Hamouri, la mère de Salah. Salah Hamouri est aujourd'hui le seul Français dans le monde à être en prison uniquement pour des raisons politiques, lui qui ne cache pas son refus de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens occupés, inclus Jérusalem-Est.

Si rien n'est fait pour le libérer, entré en prison à l'âge de 20 ans, Salah Hamouri en sortira à l'âge de 27 ans. Ce n'est pas supportable pour lui ni pour ce que doit défendre la France sans aucune exclusive dans le monde : les droits de l'homme qui sont universels ou ne sont pas.

Le « deux poids, deux mesures » dont est victime Salah Hamouri de la part des autorités française n'a que trop duré.

Nous, soussignés, demandons avec force que celles-ci se mobilisent enfin réellement pour obtenir des autorités israéliennes, comme elles le peuvent, la libération de notre jeune compatriote. C'est la politique qui a mis Salah en prison. C'est la politique, et rien d'autre, qui l'en sortira.

Plus que jamais, en ce 4 septembre 2010, tandis que Salah Hamouri est en prison depuis 2.000 jours alors qu'il devrait être libre nous demandons au Président de la république et au gouvernement d'intervenir fermement pour obtenir la : Libération de Salah Hamouri !

Les premiers signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : association des libertés, droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Paix (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arrt (CJPP5) - Confédération Générale du Travail (CGT) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE)- Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - La Courneuve-Palestine - Le Mouvement de la Paix - Les Alternatifs - Les Femmes en noir - Les Verts - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Liberty (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union syndicale Solidaires

Vendredi 3 septembre 2010

Source : Jean-Claude Lefort

3-4 Vacances militaristes en Israël, financées par la CAF.

Le Canard Enchaîné vient de porter à la connaissance de ses lecteurs les vacances militaristes en Israël organisés par le Bétar, et financées par les Allocations familiales, après que nous ayons dénoncé le scandale. Le Bétar, rappelle-t-on, fait sa pub pour ses camps d'été en mettant l'accent sur la formation militaire des jeunes, en indiquant qu'il est lui-même une association « enregistrée au ministère chargé de la Jeunesse et des Sports », et que le paiement peut être fait avec les bons de vacances de la Caisse des Allocations Familiales (CAF). Le reportage du Canard, intitulé « Les jolies colonies de vacances franco-israéliennes », ou comment « les sionistes ultras du Bétar voulaient entraîner des ados au tir avec l'argent des allocs », rend compte de la surprise qui a apparemment saisi les administrations concernées, à la révélation de la manœuvre du Bétar. Un responsable des Allocs a ainsi expliqué au Canard que quelque chose ne tournait pas rond. Ces bons de vacances sont en effet distribués sous une triple condition : faiblesse des ressources de la famille, neutralité philosophique, politique et religieuse du projet —« ce qui n'est pas exactement le cas du séjour proposé par le Bétar », note le journal avec humour-, et, surtout, l'habilitation des séjours par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Or, le séjour n'a pas cette habilitation ministérielle. « L'accueil sur une base militaire n'est pas un projet pédagogique à nos yeux », a déclaré au journal un représentant du ministère.

Interrogé par le Canard, un certain David, au nom du Bétar, n'y voit que « calomnie ». Non sans arrogance, celui-ci affirme que si le scandale n'avait pas été dénoncé, « la CAF aurait payé sans histoire ».

Les journées de tir, proposées dans le dépliant ? « On faisait ça pour leur faire plaisir, les remercier. En France, à cause de la mentalité pro-palestinienne, ça passe mal », ajoute ce fin analyste.

Mais le comme dit le Canard, « entraîner des ados à l'usage des flingues dans un pays en guerre, c'était pourtant un beau cadeau ».

L'hebdomadaire pro-Sharon « Actualité Juive » appelle de son côté à la défense de ce pauvre Bétar, victime d'une « campagne de calomnie ». Confirmant les enquêtes en cours au niveau de la CAF et de l'administration, le journal s'inquiète quelque peu de la situation, et décrète qu'il est « urgent de se mobiliser ».

<http://www.egaliteetreconciliation.fr/Vacances-militaristes-en-israel-financees-par-la-CAF-3430.html>

<http://penseuseul.unblog.fr/2010/04/28/vacances-militaristes-en-israel-financees-par-la-caf/>

3-5 Pacbi : Pour un boycott d'Israël moralement cohérent.

" Suite à la récente annonce de l'inauguration d'un centre culturel à Ariel, quatrième colonie juive par son importance dans le territoire palestinien occupé, 150 personnalités universitaires, écrivains et intellectuels israéliens ont déclaré qu'« ils ne prendront part à aucune activité culturelle qui se déroulerait au-delà de la Ligne Verte, ne participeront à aucun débat ou séminaire ou conférence dans quelque cadre que ce soit à l'intérieur de ces colonies. » (1)

Quelques-uns sont même allés jusqu'à dire que toutes les colonies israéliennes construites en terre palestinienne occupée sont une violation de la Quatrième Convention de Genève et constituent donc un crime de guerre."

Vigilance face aux tentatives de détourner ou récupérer la campagne de Boycott, Désinvestissements, Sanctions : un document important de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel - PACBI) a été publié pour la première fois dans le n° de septembre 2010 du Bulletin du British Committee for Universities for Palestine (**BRICUP**) newsletter, puis repris par **Electronic Intifada le Pacbi**

09, 2010

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14365&type=analyse&lesujet=Boycott7 septembre 2010.>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

4-1 Robert Fisk : Israël s'est glissé dans l'Union Européenne sans que personne ne s'en aperçoive...

La mort de cinq soldats israéliens dans un accident d'hélicoptère en Roumanie cette semaine à peine fait les gros titres.

Il y avait un exercice OTAN-Israël.

Bon, d'accord. Maintenant, imaginez la mort de 5 combattants du Hamas dans un accident d'hélicoptère en Roumanie cette semaine.

Nous serions encore en train d'enquêter sur ce phénomène extraordinaire.

Maintenant, voyez-vous, je ne compare pas Israël et le Hamas.

Israël est le pays qui a massacré en toute légitimité plus de 1.300 Palestiniens dans la bande de Gaza il y a 19 mois – dont plus 300 étaient des enfants - alors que les vicieux, suceurs de sang et terroristes membres du Hamas ont tué 13 Israéliens (dont trois d'entre eux s'étaient entretenus par erreur).

Mais il y a un parallèle.

Le juge Richard Goldstone, l'éminent juge juif sud-africain, a statué dans son rapport d'enquête de l'ONU de 575 pages sur le bain de sang à Gaza que les deux parties avaient commis des crimes de guerre - il fut, bien sûr, à

juste titre, traité de «Méchant» par toutes sortes de supporters d'Israël aux Etats-Unis, à juste titre outrés ; son excellent rapport a été rejeté par sept gouvernements de l'UE - et donc une question se pose : **Que fait l'OTAN quand il joue à des jeux de guerre avec une armée accusée de crimes de guerre?**

Ou, plus précisément, que fait l'Union Européenne quand elle essaie de se mettre dans les petits papiers des Israéliens?

Dans un livre remarquablement détaillé – si ce n'est légèrement exaspéré – qui paraîtra en Novembre, l'infatigable David Cronin présentera une analyse au microscope de «nos» relations avec Israël. Je viens de terminer la lecture du manuscrit. Cela me laisse sans voix.

Comme il le dit dans sa préface, "Israël a développé des liens politiques et économiques tellement forts avec l'Union Européenne au cours des dix dernières années qu'il est devenu presque un État membre de l'Union sans le dire."

En effet, c'était Javier Solana, le sordide chef de la politique étrangère de l'UE (anciennement secrétaire général de l'OTAN), qui a effectivement déclaré l'an dernier qu'«Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union Européenne sans être membre de l'institution ».

Pardon?

Etions-nous au courant?

Avons-nous voté pour cela?

Qui a autorisé que cela se produise?

Est-ce que David Cameron – qui soutient maintenant avec tant de force l'entrée de la Turquie dans l'UE – est d'accord avec cela? Probablement que oui, car il a continué à se déclarer lui-même être un ami "d'Israël" après que ce pays ait fabriqué une excellente série de faux passeports britanniques pour ses meurtriers à Dubaï.

Comme le dit Cronin, "la lâcheté de l'UE envers Israël est à l'opposé de ses positions fermes prises lorsque des atrocités majeures se sont produites dans d'autres conflits".

Par exemple, après la guerre russo-géorgienne en 2008, l'Union européenne a nommé une mission indépendante pour savoir si le droit international avait été bafoué, et a exigé une enquête internationale sur les violations des droits de l'homme après la guerre au Sri Lanka contre les Tigres tamouls.

Cronin n'esquive pas la responsabilité de l'Europe dans l'Holocauste juif et accepte qu'il y aura toujours un "devoir moral" pour nos gouvernements afin de s'assurer que cela ne se reproduise jamais - même si j'ai remarqué que Cameron avait oublié de mentionner l'Holocauste arménien en 1915 quand il a fait de la lèche aux Turcs cette semaine.

Mais ce n'est pas le sujet. En 1999, les ventes d'armes Britanniques à Israël - un pays qui occupe la Cisjordanie (et aussi Gaza) et qui construit des colonies illégales pour les Juifs et seulement pour les Juifs sur une terre arabe – s'élevaient à 11,5 millions de Livres; et en deux ans, cela avait presque doublé et s'élevait à 22,5 millions de livres. Cela comprenait des armes légères, des kits de grenades prêtes à monter et des équipements pour avions de combat et des chars.

Il y a eu quelques refus après qu'Israël ait utilisé des chars Centurion modifiés contre les Palestiniens en 2002, mais en 2006, l'année où Israël a massacré encore 1.300 Libanais, presque tous des civils, dans une autre croisade contre le « terrorisme mondial » du Hezbollah, la Grande-Bretagne lui a accordé plus de 200 licences d'exportation d'armes.

Bien sûr, certains équipements Britanniques vont en Israël via les États-Unis. En 2002, la Grande-Bretagne a donné un «affichage tête-haute» fabriqué par BAE Systems pour Lockheed Martin qui a été rapidement installé dans les chasseurs-bombardiers F-16 destinés à Israël. L'UE ne s'y est pas opposée. Il faut ajouter que la même année, les Britanniques ont accepté de former 13 membres de l'armée israélienne.

A l'époque de la guerre du Liban en 2006, des avions américains transportant des armes pour Israël ont été ravitaillés en carburant dans les aéroports britanniques (et, hélas, aussi dans des aéroports irlandais).

Au cours des trois premiers mois de 2008, nous avons encore accordé des licences d'exportation d'armes à Israël pour un montant de 20 millions de Livres - juste à temps pour l'attaque d'Israël contre Gaza. Les hélicoptères Apache utilisés contre les Palestiniens, dit Cronin, comportent des pièces fabriquées par SPS Aerostructures à Nottinghamshire, Smiths Industries à Cheltenham, Page Aerospace dans le Middlesex et Meggit Avionics dans le Hampshire.

Dois-je continuer?

Cela dit en passant, Israël a été félicité pour son aide "logistique" à l'OTAN en Afghanistan

– où nous tuons chaque année bien plus d'Afghans que les Israéliens tuent des Palestiniens en général - ce qui n'est pas surprenant puisque le patron de l'armée israélienne Gabi Ashkenazi s'est rendu au siège de l'OTAN à Bruxelles pour plaider en faveur d'un rapprochement avec l'OTAN.

Et Cronin explique de façon convaincante un arrangement financier en "Palestine" extraordinaire - presque tellement beau que c'en est dégoûtant. Les millions de livres de fonds de l'UE destinés à des projets dans la bande de Gaza. Ils sont régulièrement détruits par des armes israéliennes fabriquées aux Etats-Unis. Donc, ça fonctionne comme ça. Les contribuables européens casquent pour les projets. Les contribuables américains casquent pour les armes dont Israël se sert pour leur destruction. Ensuite, les contribuables de l'Union Européenne casquent pour tout reconstruire. Et puis, les contribuables américains ...

Voilà, vous avez compris. **A propos, Israël a déjà un "programme de coopération particulier" avec l'OTAN, ce qui permet à Israël de faire partie des réseaux informatiques de l'OTAN.**

Tout compte fait, il est bon d'avoir de notre côté un solide allié comme Israël, même si son armée est une canaille et que certains de ses hommes sont criminels de guerre. Alors à ce point, pourquoi ne pas demander aussi au

Hezbollah de se joindre à l'OTAN : imaginez comment ses tactiques de guérilla seraient bénéfiques à nos gars dans le Helmand.

Et puisque les hélicoptères Apache israéliens tuent souvent des civils libanais – par exemple, une ambulance transportant des femmes et des enfants a été détruite en 1996, par un missile air-sol Hellfire AGM 114C de Boeing - espérons que les Libanais peuvent toujours saluer amicalement les gens du comté de Nottingham, du Middlesex, du New Hampshire et, bien sûr, de Cheltenham.

Robert Fisk

01-08-2010

Source : <http://www.independent.co.uk>

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14204&type=analyse&lesujet=Armement%20isra%E9lien>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19